

La gauche en état de faiblesse

Une « patinoire ». La métaphore de Gérard Le Gall, le « M. Sondages » du Parti socialiste, à propos de la situation politique dessinée par les enquêtes sur les intentions de vote des Français à l'élection présidentielle, a fait florès. Elle décrit bien un paysage flottant où « tout le monde peut chuter ». Le resserrement des écarts entre les trois principaux candidats – Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou –, que révèlent tous les instituts de sondage, résulte d'abord d'une forte indécision de l'électorat, beaucoup plus élevée qu'à la même période de 2002, où près d'un électeur sur deux n'a pas fait son choix.

Dans cette « phase de tentation », comme disent les sondeurs, qui précède la « phase de décision », de plus en plus tardive, tout est possible, y compris une remontée de Jean-Marie Le Pen.

De cette confusion sondagière – qui rend encore plus aléatoires les enquêtes sur les intentions de vote au second tour qui n'ont de sens qu'au soir du premier –, il ressort deux tendances fortes pour le 22 avril de la gauche : M^{me} Royal est à un niveau élevé, et l'ensemble gauche-extrême gauche se situe dans de très basses eaux. Suivant les six principaux instituts de sondage, la candidate socialiste oscille entre 23 % et 27 % et semble se stabiliser

autour de 25 %. Un score que le renfort de Jean-Pierre Chevènement et de Christiane Taubira a rendu possible. Tous deux candidats en 2002, ils avaient contribué à l'élimination de Lionel Jospin. En additionnant leurs trois résultats, on arrivait à 23,83 %, soit légèrement plus que les 23,3 % de M. Jospin en 1995.

Ainsi M^{me} Royal se rapproche du niveau de François Mitterrand en 1981, qui avait recueilli 25,9 %. Mis à part les scrutins de 1965 et de 1974 où François Mitterrand défendait les couleurs socialistes et communistes – avec 31,7 % au premier tour de 1965 et 43,2 % en 1974, dans la foulée du programme commun –, le candidat socialiste n'a été au-dessus de ce socle qu'en 1988.

François Mitterrand avait atteint 34,1 % au premier tour, bénéficiant de l'effondrement d'un Parti communiste ramené à 6,8 %. En 1969, les 5 % de Gaston Defferre résultaient de la mise hors jeu de la gauche en mai 68.

Cette année, la gauche, encore traumatisée par son élimination du 21 avril 2002 et par ses divisions lors du référendum de 2005 sur l'Europe, est, d'après les sondages, à un niveau historiquement bas. Toutes les enquêtes dégagent une rare constante, c'est celle des très faibles scores attribués aux petits candidats de gauche et d'extrême gauche – Marie-George

Michel Noblecourt

Buffet, Olivier Besancenot, Arlette Laguiller, José Bové, Dominique Voynet, Gérard Schivardi – qui, tous ensemble, oscillent entre 7 % et 10 %. La seule extrême gauche, qui avait recueilli en 2002 10,44 %, peine à dépasser 5 %. Le total de la gauche et de l'extrême gauche fluctue donc entre 32 % et 35 %, très en deçà de tous les scrutins présidentiels depuis 1969 (31 %) : 47,2 % en 1974, 46,8 % en 1981, 45,4 % en 1988, 40,5 % en 1995 et 37,15 % en 2002.

Deux fers au feu face à M. Bayrou

Mais cet état de faiblesse est moins dû à la candidate socialiste qu'aux autres partis de gauche. L'effondrement du PC, qui faisait encore 15,3 % en 1981, avec Georges Marchais, et 8,6 % en 1995, s'est accéléré. M^{me} Buffet a la moitié de son appareil contre elle et les sondages la situent en deçà des 3,37 % de Robert Hue en 2002. Très loin des 5,25 % de Noël Mamère en 2002, les Verts souffrent d'un affaiblissement persistant et n'ont même pas profité de la non-candidature de Nicolas Hulot. Quant à la gauche radicale, reléguée dans l'arrière-cour par des grands candidats qui se sont tous présentés, à un moment, en « rupture »

avec le système, elle aligne quatre candidats.

Cette faiblesse de la gauche peut être un handicap rédhibitoire pour M^{me} Royal si elle se qualifie pour le second tour. Derrière l'apparente sérénité du PS et de sa candidate se cache une vraie fébrilité. Au premier tour des élections régionales de 2004 – il y a seulement trois ans ! –, la gauche regroupait 40,2 % des suffrages, auxquels s'ajoutaient les 4,5 % de l'extrême gauche.

Où est donc passé l'électorat de gauche ? A entendre François Hollande, il reste globalement à 40 % mais une partie – de 5 % à 7 % – est tentée par le vote Bayrou. Des « déserteurs » du vote socialiste qui sont allergiques au « ségolénisme », déçus par la candidate ou convaincus que le vote utile pour battre M. Sarkozy est désormais à rechercher du côté de l'UDF.

A ce qui n'est encore qu'une tentation chez un électeur qui n'est pas « fixé », le PS réplique en dénonçant les chimères d'un tel calcul. Aux indicateurs mouvants des sondages, il oppose le baromètre en hausse continue de l'affluence aux meetings. Il veut se convaincre qu'au final il y aura un vote utile pour Ségolène Royal d'une gauche encore culpabilisée par le remords du 21 avril. Cela lui impose une stratégie « subtile », selon la formule de M^{me} Royal. Pour être élue, elle

devra à la fois récupérer une majorité d'électeurs de M. Bayrou – si le candidat de l'« extrême centre » ne se hisse pas au second tour – et de la gauche radicale.

Le PS a deux fers au feu. Dominique Strauss-Kahn, héraut de la social-démocratie, tente de contourner M. Bayrou, en dénonçant l'« illusion » de l'union nationale, mais il ménage l'ancien ministre de l'Éducation nationale d'Alain Juppé et son électeur. Laurent Fabius, fidèle à son ancrage à la gauche du PS et censeur vigilant de toute velléité de rapprochement avec les centristes, choisit l'affrontement avec le candidat de l'UDF et prône une « opposition frontale ». Mais en jouant ces deux cartes, comme si elles étaient complémentaires, le jeu risque d'être à somme nulle.

C'est un sacré défi pour Ségolène Royal de faire revenir dans le giron socialiste les sympathisants égarés et de priver le président de l'UDF de toute crédibilité, sans le discréditer au point de ruiner ses propres chances le 6 mai. Mais dans cette « patinoire », les socialistes réfléchissent au scénario où ce ne serait pas *in fine* leur candidate qui serait la victime de la montée sondagière de M. Bayrou mais... celui de l'UMP. Avec un second tour où le candidat centriste devrait rassembler droite et extrême droite pour prétendre battre la candidate socialiste... ■

(Mercredi 14 mars.)

Le grand écart de François Bayrou

Communément présentée comme l'occasion d'un vaste débat sur les grandes orientations de la politique nationale, la campagne présidentielle est – tout au moins à ce stade – surtout source de confusions. Dans ce registre, c'est François Bayrou qui force l'admiration.

Conscient de l'impressionnant décalage entre ses paroles présentes et ses actes passés, le président de l'UDF a eu ce mot, destiné à concilier les unes et les autres : « J'ai été longtemps un jeune conformiste. Et sans doute "formiste" est-il de trop » (*Le Monde* du 1^{er} décembre 2006). Cette fausse autocritique témoigne de l'ampleur du grand écart. Quelques rappels pour mémoire.

M. Bayrou est un pur produit du « système » qu'il pourfend depuis quelques mois. Entré en politique en écrivant les discours de Pierre Méhaignerie et de Jean Lecanuet, il a patiemment gravi les échelons du Centre des démocrates sociaux (CDS), creusant ainsi son sillon dans la maison mère, l'UDF. Du parti fondé par Valéry Giscard d'Estaing, il fut délégué général (1989-1991), secrétaire général (1991-1994), puis président (depuis 1998). Parallèlement à cette ascension partisane, M. Bayrou a conquis à peu près tous les mandats électifs disponibles dans le « système ».

On notera, en outre, que l'UDF a toujours appartenu à ce que l'on appelle communément la droite. N'étant pas parvenue, contrairement aux vœux de son fondateur, à supplanter le RPR, l'UDF – à l'exception de quelques débauchages obtenus par François Mitterrand – a servi, pour l'essentiel, de suppléant au parti chiraquien.

Elle a, à ce titre, combattu la quasi-totalité des projets de la gauche.

Les gouvernements Balladur (1993-1995) et Juppé (1995-1997), dont M. Bayrou a été membre de bout en bout, furent des gouvernements de droite. L'intéressé semblait d'ailleurs s'accommoder de ces clivages qu'il dit aujourd'hui vouloir effacer. En mars 1991, M. Bayrou assurait au quotidien *Libération* que le grand parti du centre dont il rêvait ne serait pas « la roue de secours du PS » : « Ni de près ni de loin, nous ne gouvernerons avec les socialistes », prévenait-il alors.

Si on ne peut écarter l'hypothèse que le président de l'UDF soit gagné par la ferveur des nouveaux convertis, il reste que le « nouveau chemin » proposé par M. Bayrou résulte d'un itinéraire personnel très largement contraint. Lorsqu'il prend les rênes de l'UDF, en 1998, M. Bayrou se distingue en condamnant les accords conclus par plusieurs présidents de région avec le Front national. Mais son parti est déjà partiellement vidé de sa substan-

Jean-Baptiste de Montvalon

ce idéologique. La plasticité de Jacques Chirac a permis au RPR d'importer deux idées phares qui avaient fait l'originalité de l'UDF : la défense de la construction européenne et de la décentralisation. M. Bayrou va dès lors indexer l'autonomie de son parti sur sa propre ambition, la principale raison d'être de l'UDF – comme jadis le RPR pour M. Chirac – devenant de conduire son chef aux plus hautes destinées.

Une certaine indépendance

Les moyens n'étant pas les mêmes, M. Bayrou doit surmonter de multiples obstacles – pressions du RPR sur les élus centristes, mode de scrutin majoritaire qui favorise la bipolarisation, etc. – pour se faire entendre. Il s'y emploie, non sans un certain panache. A défaut d'être fondée sur un socle idéologique

solide et spécifique, sa volonté d'indépendance personnelle est indéniable.

Après avoir conduit une liste UDF autonome aux élections européennes de juin 1999, où elle obtint 9,28 % des voix, M. Bayrou se porte candidat à l'élection présidentielle de 2002. S'il évoque déjà sa volonté de rassembler « de Balladur à Delors », le président de l'UDF mise alors sur la volonté présumée des Français de tourner la page Chirac. Sa campagne est peu audible, hormis deux « coups » médiatiques : le 23 février, à Toulouse, le candidat UDF s'invite à une convention de la très chiraquienne Union en mouvement (UEM, prélude à la future UMP) ; le 7 avril, à Strasbourg, il inflige une gifle à un enfant qui était en train de lui faire les poches. Son score au premier tour (6,84 %) n'est pas négligeable ; mais la qualification surprise de Jean-Marie Le Pen, et donc l'écrasante victoire annoncée de Jacques Chirac, ne lui laisse aucune marge de négociation.

La configuration de l'échéance

présidentielle de 2007 n'était guère plus favorable à M. Bayrou. Si le député des Pyrénées-Atlantiques – en convainquant une partie de ses collègues de s'associer au vote d'une motion de censure socialiste – était parvenu à accréditer l'idée d'une certaine indépendance politique, l'espace du « renouvellement » était occupé par M. Sarkozy. M. Bayrou a donc dû hausser considérablement le ton.

C'est ainsi que l'ancienne « plume » de M. Méhaignerie s'est mué en candidat de l'« extrême centre », s'adressant au « peuple » en usant de recettes qui étaient jusqu'alors l'apanage du Front national : rejet du « système », renvoi dos à dos des deux principaux partis de gouvernement, dénonciation des médias. Dans la préface de son dernier livre (*Au nom du tiers état*, Hachette Littérature, 2006), M. Bayrou évoquait « un réseau opaque d'intérêts partisans, claniques, économiques, médiatiques ». Le 12 novembre 2006, devant le conseil national de l'UDF, il s'en

prend aux « deux candidats prétendument rivaux » qui font la course en tête. « Ils ne sont pas un duel, ils sont un duo », insiste-t-il. Le 20 septembre, M. Le Pen avait de la même façon dénoncé la « valse-hésitation » des deux favoris des sondages, qui « s'enlacent dans une sorte de tango ».

Dans ce registre populiste, M. Bayrou a joué un coup de maître le 2 septembre 2006, au journal de TF1, en défendant en direct, devant des millions de téléspectateurs, la thèse du « complot médiatique ». Ce soir-là, le président de l'UDF a fait coup double, en s'attirant la sympathie d'une partie de l'opinion, ainsi que la bienveillance de médias plus fragiles et culpabilisés qu'on ne le croit. Tel est le socle sur lequel M. Bayrou a pu ensuite entamer sa forte progression dans les sondages. Le président de l'UDF a gagné son pari personnel, qui était de se faire entendre. Pour quel projet ? Et avec quelle majorité ? Ces questions restent aujourd'hui entières. ■

(Vendredi 9 mars.)

La mutation rêvée de Nicolas Sarkozy

Rester soi-même et devenir un autre. S'inventer en homme nouveau tout en restant un homme d'expérience. La fabrication du candidat et sa transformation en président passe par cette alchimie entre les assurances martiales de l'homme public et les doutes de l'homme privé.

Nicolas Sarkozy a porté très loin cet exercice de dévoilement. Dimanche 14 janvier, le président de l'UMP a choisi son premier discours de candidat investi par son parti pour dire sa vérité. Comme s'il ne voulait plus être craint pour ce qu'il paraît, mais aimé pour ce qu'il est.

Élevant ses souffrances personnelles au niveau de ses épreuves politiques, il a pris les milliers de militants à témoin de ses « épreuves », de ses « échecs », de ses « doutes » pour leur dire : « J'ai changé. » : « on ne peut pas partager la souffrance de celui qui connaît un échec professionnel ou une déchirure personnelle si on n'a pas souffert soi-même. On ne peut pas tendre la main à celui qui a perdu tout espoir si l'on n'a jamais douté ».

« L'échec professionnel » fait référence à la défaite d'Edouard Balladur, le candidat qu'il soutenait en 1995 ; à l'ostracisme dont il

a été victime, au moins jusqu'en 1997, de la part des chiraquiens, et enfin à la contre-performance aux européennes de 1999. La « déchirure personnelle » renvoie à sa rupture avec son épouse Cécilia, ou, plus loin de nous, le divorce mal vécu de ses parents quand il était enfant.

Ces confidences ont un objectif : convaincre les Français qu'il n'a pas toujours été le personnage ambitieux d'une *success story* sans accroc. En politique, l'échec peut être parfois plus séduisant que le triomphe. Les cicatrices se portent comme des décorations. Il peut encore espérer que l'aveu d'un désordre sentimental tempèrera son image d'homme d'ordre, illustrée jusqu'à la caricature par ses formules sur la « racaille » et le « Kärcher ». Enfin, en faisant le pari de la sincérité, il indique que le président de la République qu'il veut être sera celui de l'authenticité.

M. Sarkozy n'est pas le premier, ni le seul, à faire ce pari. Lors de l'élection présidentielle de 1995, au sortir de quatorze années de mitterrandisme marquées par le culte obsessionnel du secret, Jacques Chirac, candidat du RPR, a compris le premier qu'il devait en passer par cette épreuve de vérité.

Seul par la force des choses

Philippe Ridet

après qu'Edouard Balladur eut attiré à lui la moitié des élus et la plupart des cadres de son parti, M. Chirac sut faire de son isolement la parabole de son courage. Pour le maire de Paris, l'urgence était de rompre avec l'image d'un homme de clan, d'ambitions et calculs et de coups. D'un homme pressé, préoccupé par sa seule ambition. Décrit en « agité », il se fit passer pour « le candidat qui prend son temps ». Ayant cessé d'être courtisé parce qu'il n'incarnerait plus de chances réelles de victoire pour son camp, on le revêtit de toutes les qualités qu'il n'avait pas démontrées jusqu'alors : humanité, profondeur, compassion.

Mais il fallait encore, pour finaliser la fabrique du candidat, théoriser cette transformation. « Il s'est rejoint », expliquait, mystérieuse et mystique, sa fille Claude, comme si deux Chirac cohabitaient dans la même personne. « L'homme d'Etat, l'homme de cœur », lisait-on alors sur son matériel électoral.

Afin d'illustrer l'émergence du « nouveau Chirac », ses déplacements de campagne prirent le ryth-

me d'une visite de sénateur. On le vit, lors d'un déplacement à l'abbaye de Port-Royal-des-Champs (Yvelines), en février 1995, s'abîmer dans la contemplation d'un portrait de Madame Arnault par Philippe de Champaigne. On apprit un peu plus tard qu'il aimait les arts premiers que les Indiens Tainos étaient l'une de ses passions secrètes.

Projection de l'image de soi

Pour l'avoir ignoré et avoir habité, toute la campagne, la peau d'un premier ministre sûr de lui et persuadé que sa fonction primait sur sa personnalité, M. Balladur n'est, en revanche, pas parvenu à s'incarner en président de la République. Il lui manqua le mystère, une passion secrète, une souffrance intime : quelque chose à avouer.

Lionel Jospin, d'une manière plus retenue, consentit lui aussi à cet exercice de vérité consistant à quitter les habits de sa fonction. Le 28 avril 1995, il fit cet aveu en forme de métaphore : « Grâce au peuple et à sa chaleur, j'ai fendu l'armure. » Une manière de reconnaître que l'austère protestant qu'il était devait lui aussi changer de registre et mettre son âme à nu. Comprenant, après M. Chirac, que la présidentielle se joue sur une projec-

tion de l'image de soi dans toutes ses facettes, il admit encore que l'on pouvait le juger « compassé et trop pudique ».

A l'inverse, sept ans plus tard, en 2002, le même Jospin choisit de jouer à fond des atouts supposés du pouvoir. Loin de se rejoindre, il se disjoint : « C'est mon frère » déclara-t-il à propos des révélations sur son passé de militant trotskiste ; « Ce n'est pas moi, cela ne me ressemble pas », dit-il en réponse aux attaques qu'il avait portées sur l'âge de M. Chirac. La suite est connue.

L'enjeu de la mutation du candidat n'est pas neutre. Cette mue peut être un mythe, mais elle est en passe de devenir un exercice obligé pour le prétendant. En choisissant de placer le projecteur sur lui-même, M. Sarkozy invite Ségolène Royal et François Bayrou à se dévoiler en bataille d'ego et d'image. « J'ai compris que l'humanité est une force, pas une faiblesse », a-t-il encore expliqué aux militants venus l'écouter le 14 janvier. Dans son cas, il voudrait en faire aussi un atout politique. Comme si, pour convaincre les électeurs qu'il pouvait changer la France, il devait d'abord les persuader qu'il avait changé lui-même. ■

(Vendredi 19 janvier.)

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13

Tél. :

Fax. :

Télex :

Edité par la Société Editrice
du Monde,
président du directoire,
directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani

La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'administration. Commission paritaire
des journaux et publications n° 57 437.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France

